

DIALOGUE

La lettre d'information de DIAL

N°17

Juin 2002

EDITORIAL

L'année 2001 avait placé l'épidémie du SIDA dans les pays en développement sur le devant de la scène internationale. L'abandon par les multinationales pharmaceutiques du procès intenté à l'Afrique du Sud pour lui interdire l'importation de médicaments génériques, l'autorisation par la conférence de l'OMC à Doha des productions nationales sous licences obligatoires (cas du Brésil et de l'Inde) semblaient témoigner d'une première prise de conscience de l'ampleur de la catastrophe humanitaire en cours. Dans ce contexte, le rapport de l'OMS coordonné par Jeffrey Sachs exhortait la communauté internationale à prendre ses responsabilités et à montrer que « la mondialisation peut être mise au service de l'humanité toute entière ».

Mais l'année 2002 ne tient pas ses promesses. Malgré la mort de millions d'individus chaque année dans le monde et une progression effarante du nombre d'orphelins, le « *Global Fund* » créé pour lutter contre le SIDA (ainsi que contre les principales maladies frappant les PED, malaria et tuberculose) n'a reçu à ce jour que 2 milliards de dollars d'engagements sur les 10 milliards de dollars prévus initialement. Or, les traitements disponibles sont aujourd'hui hors de portée de la plupart des pays concernés, notamment en Afrique. Il est donc impensable de continuer à limiter l'intervention internationale à un soutien aux programmes nationaux d'information et de prévention comme c'est pour l'essentiel le cas actuellement : la baisse du coût des traitements importés, l'amélioration de la prise en charge des malades, et le soutien aux familles et aux orphelins doivent dès aujourd'hui faire partie des objectifs des politiques d'aide.

Ces actions ne suffiraient pourtant pas. Quoi que l'on fasse, l'épidémie de SIDA sera encore là dans dix ans, dans vingt ans. Il est donc urgent et nécessaire de concevoir aussi des programmes de long terme utilisant rationnellement les fonds disponibles et s'adressant aux populations les plus touchées. Mieux connaître ces populations est également un impératif en vue de combattre plus efficacement ce fléau et de stopper sa propagation. De manière plus générale, une meilleure évaluation de l'impact tant économique que humain à long terme du SIDA nous aidera à mieux définir des politiques d'aide adaptées.

Les premières étapes de la recherche menée à DIAL dans le cas de la Côte d'Ivoire confirment le fait que l'amélioration de l'information de base sur le SIDA – actuellement gravement déficiente – constitue un préalable incontournable en Afrique. L'étude présentée ici est la première à notre connaissance à établir un lien entre distribution du SIDA et des revenus. Elle combine à l'aide d'un modèle de micro-simulation les deux dimensions micro- et macro-économiques, habituellement traitées de manière distincte. Elle aboutit à des résultats qualitativement convergents avec ceux obtenus par les autres études concernant l'impact considérable au niveau des ménages de l'épidémie (en termes de revenus et d'emploi), associé à un impact macro-économique plus modeste, y compris en termes de distribution des revenus.

Ces conclusions mériteraient d'être vérifiées empiriquement à l'aide d'informations directes, tout en évaluant si elles sont applicables dans d'autres pays. Dans cette optique, la mise en œuvre d'un vaste programme de recueil de données (comprenant notamment la réalisation de tests VIH dans le cadre d'enquêtes représentatives) devrait être considérée comme une priorité par la communauté internationale.

L'épidémie du SIDA dans le monde et en Afrique

L'épidémie du SIDA est apparue à la fin des années 1970. A la fin de l'année 2001, on comptait dans le monde déjà 40 millions de personnes séropositives, c'est-à-dire contaminées par le virus VIH. Plus de 70% de ces personnes se trouvaient en Afrique. On s'interroge dans cet article sur l'impact économique du SIDA sur le continent africain, qui est de loin le plus touché. La première partie montre que les études macro- et micro-économiques habituelles souffrent de l'absence de données sur la prévalence du virus et sont donc entachées d'une grande incertitude. La seconde partie est consacrée au cas de la Côte d'Ivoire ; on présente les résultats d'une étude réalisée à l'aide d'un modèle de micro-simulation, combinant les approches macro- et micro-économiques. Selon l'étude, le SIDA affecterait peu le revenu moyen par tête, ou les inégalités de revenu et la pauvreté monétaire.

L'impact économique du SIDA en Afrique

Plus de vingt ans après l'apparition des premiers cas, avec 4 millions de nouvelles personnes infectées par an, l'épidémie progresse très rapidement en Afrique sub-saharienne. L'ONUSIDA estime que 2,4 millions de décès sont dus au SIDA dans cette région pendant l'année 2001, sachant qu'environ 17 millions de personnes sont déjà mortes du SIDA depuis le début de l'épidémie. 13 millions d'enfants ont déjà perdu leur mère ou leurs deux parents à cause du SIDA. Le SIDA sévit le plus durement en Afrique australe, avec des taux d'infection par le VIH dépassant 20% dans la population des 15-49 ans. Dans ces pays, on estime que l'espérance de vie à la naissance a été diminuée de 20 ans par la maladie. Viennent ensuite les pays d'Afrique de l'Est et centrale où les taux se situent entre 8% et 16%, et où l'espérance de vie a chuté de 7 à 15 ans. La Côte d'Ivoire est le pays d'Afrique de l'Ouest le plus touché, avec environ 11% d'infectés, l'espérance de vie des hommes à la naissance étant tombée à 47 ans en 1995-2000 (à comparer avec les 55 ans qu'elle aurait atteints en l'absence de SIDA). Dans la plupart des pays, la mobilisation politique s'accroît, souvent encore trop lentement. Les programmes privilégient la prévention, à travers des campagnes de communication et la distribution de préservatifs, et la lutte contre la transmission mère-enfant, pour laquelle il existe des traitements efficaces et moins onéreux que les traitements destinés aux adultes.

Les données concernant l'épidémie de SIDA en Afrique sont particulièrement lacunaires. Tout d'abord, les connaissances purement médicales sur

la transmission du virus y sont encore limitées (comportement des deux types de virus VIH1 et VIH2, mutations du virus, cofacteurs de propagation comme les MST, probabilité d'infection lors de rapports sexuels non protégés, etc.)

Par ailleurs, sur le plan démographique, la plupart des taux de prévalence nationaux sont calculés à partir des tests sanguins effectués lors des consultations prénatales. Les estimations reposent donc sur un échantillon de femmes enceintes allant

Le SIDA et sa dynamique

La plupart des épidémiologues considèrent désormais que le virus VIH (Virus de l'Immuno-déficience Humaine), découvert en 1983, est le vecteur du SIDA même si plusieurs théories s'affrontent concernant son apparition. Le SIDA est une maladie mortelle pour laquelle il n'existe à ce jour ni vaccin ni traitement curatif. En fait, on ne meurt pas du SIDA directement, mais le SIDA détruit les défenses immunitaires de l'organisme et rend les personnes touchées vulnérables à un certain nombre de maladies dites opportunistes, la première d'entre elles en Afrique étant la tuberculose. Certains médicaments pris seuls ou en combinaison avec d'autres (trithérapies) peuvent ralentir le développement de la maladie et la rendre plus supportable. Mais le coût des thérapies anti-rétrovirales et des examens associés demeure actuellement très élevé.

Le virus se transmet par voie sexuelle et sanguine, ainsi que par allaitement maternel. Dans les pays en développement et notamment en Afrique, l'épidémie se transmet principalement par voie hétérosexuelle et entre les mères et les enfants, contrairement à l'Europe et à l'Amérique du Nord où les voies homosexuelle et toxicomane (consommation de drogue par intraveineuse) dominent. En Afrique, son impact démographique peut être comparé à celui de la Peste Noire au XIV^{ème} siècle, qui a tué un tiers de la population européenne. Mais sa dynamique épidémiologique est tout à fait différente. En effet la peste se transmet très rapidement par contact et se déclare également très vite. En comparaison, le VIH se transmet moins facilement et montre une durée d'incubation très longue de dix ans en moyenne. De même que des règles d'hygiène assez simple permettent de se prémunir de la peste, l'utilisation du préservatif réduit à zéro le principal risque d'infection par la maladie. Il en résulte que le SIDA est une épidémie qui s'étale de façon régulière sur une longue durée mais dont la dynamique peut soit exploser ou imploser en fonction de l'ampleur des changements de comportements dans la population et du moment où ils interviennent. L'Ouganda semble ainsi être parvenu, grâce à quinze ans d'efforts de prévention commencés assez tôt, à diminuer de plus de la moitié la prévalence du VIH chez les femmes enceintes. A l'inverse, celle-ci continue d'augmenter rapidement dans d'autres pays, comme en Afrique du Sud.

consulter, qui n'est représentatif ni des femmes enceintes (dans certains pays les consultations prénatales sont assez répandues comme en Côte d'Ivoire, dans d'autres elles le sont moins), ni des femmes, et encore moins des hommes. Le contrôle de la qualité des données récoltées et les méthodes de redressement s'avèrent encore balbutiants. Les prévisions de la dynamique de long terme de l'épidémie doivent être considérées avec beaucoup de prudence, non seulement parce qu'elles sont basées sur des données fragiles, mais aussi à cause du caractère récent de l'épidémie (quinze ou vingt ans) au regard de la durée d'incubation du virus (dix ans). Les prévisions de l'ONU proposent pour la plupart des pays africains une vision assez optimiste où l'espérance de vie recommence de croître lentement à partir de 2005, dont on ne peut dire aujourd'hui si elle sera confirmée par les faits. Au-delà de son impact sanitaire et démographique, l'épidémie du SIDA a bien évidemment de fortes conséquences économiques et sociales, à moyen comme à long terme. L'appréciation de ces conséquences à long terme, par exemple en matière d'éducation, est très dépendante des projections démographiques dont la robustesse est peu éprouvée. Pour le moyen terme en revanche, c'est-à-dire à l'horizon 2005-2007, les principales conséquences économiques peuvent être étudiées de manière moins incertaine. La littérature existante propose grossièrement deux types d'études : des études macro-économiques à partir de modèles appliqués et des études micro-économiques à partir d'enquêtes sur les ménages. Les études macro-économiques s'essaient à chiffrer les conséquences du SIDA en matière de croissance. Les principaux facteurs retenus sont le ralentissement de la croissance de la population en âge de travailler, la baisse de la productivité du travail des malades actifs, et la baisse de l'épargne et de l'investissement provenant de l'accroissement des dépenses de santé privées et publiques. Certaines études insistent également sur la pénurie de certaines catégories de travailleurs qualifiés et parmi eux les enseignants, avec les conséquences à long terme sur l'accumulation de capital humain. Etant donné les nombreuses incertitudes pesant à la fois sur les données de base et les hypothèses des modèles utilisés, les résultats en termes de pertes de croissance se situent dans des fourchettes très larges allant de 0,3 à 2 points de pourcentage par an. De façon générale, le niveau de désagrégation des modèles utilisés est trop grossier pour permettre un chiffrage sérieux de l'impact du SIDA en terme de pauvreté. Les études micro-économiques cherchent à apprécier les conséquences de l'infection d'un individu sur la perte de revenus et les dépenses supplémentaires encourues par son ménage. D'un

point de vue méthodologique, les échantillons de ces études souffrent encore souvent de problèmes de sélection: faible taille et absence de représentativité, absence de groupe de contrôle (ménages non touchés par le SIDA), absence de suivi temporel (même lorsqu'il existe un groupe de contrôle, doubles différences impossibles). Ces études ont donc un caractère essentiellement indicatif, et varient d'ailleurs largement dans leurs résultats. Leur extrapolation spatiale et temporelle comporte un grand nombre de difficultés.

Les études existantes souffrent toujours de l'absence de données statistiques représentatives sur la prévalence du virus. D'un point de vue théorique, un grand nombre de facteurs parmi lesquels le niveau de vie, le statut social et la mobilité spatiale peuvent être invoqués pour engendrer des différences dans les comportements sexuels et de formation des couples conduisant à une hétérogénéité en matière de risques d'infection par le VIH et/ou de mortalité due au SIDA. Or, au niveau empirique, presque aucune information n'est disponible sur ces risques différentiels par localisation, niveau d'éducation ou profession, à l'exception de sources qualitatives, parfois anecdotiques. La connaissance commune considère que le virus VIH est plus répandu en milieu urbain, mais il existe peu de preuves tangibles de ce fait, et la diffusion du virus peut varier avec l'âge de l'épidémie. Un certain nombre de professions semblent également particulièrement exposées : camionneurs, mineurs, ouvriers saisonniers, militaires, instituteurs, mais là encore les données sont trop ténues pour se livrer à des extrapolations utilisables.

L'impact du SIDA sur la distribution du revenu et la pauvreté en Côte d'Ivoire

La recherche menée à DIAL sur l'impact du SIDA en Côte d'Ivoire a consisté à répondre de manière originale aux difficultés rencontrées par les études macro et micro-économiques, en associant les deux échelles d'analyse à l'aide de techniques de micro-simulation démo-économique.

Tout d'abord, une analyse des enquêtes EDS (Enquêtes Démographiques et de Santé) de 1994 et de 1998 a été menée sur les trois variables essentielles de la transmission du virus VIH au niveau individuel, à savoir (i) le nombre de partenaires sexuels, (ii) l'utilisation de préservatifs, (iii) la présence de personnes malades dans l'entourage. En l'absence de données directes sur l'infection des individus, l'analyse demeure soumise à de nombreuses réserves. L'examen d'un certain nombre de variantes conduit toutefois à la conclusion d'une distribution relativement uniforme de l'épidémie à l'échelle nationale.

L'épidémie, à son degré de maturité actuel, ne semble pas caractérisée par l'existence de groupes à hauts risques statistiquement repérables. Bien qu'assez uniforme, le risque d'infection par le VIH varie légèrement et positivement avec le niveau d'instruction. Les individus plus instruits ont en effet un nombre plus élevé de partenaires sexuels, ce facteur de risque n'étant que partiellement compensé par une utilisation plus fréquente des préservatifs. Le risque d'infection semble varier légèrement selon le lieu de résidence, mais de manière différente selon les classes d'âges : plus élevé en ville parmi les jeunes, plus élevé à la campagne parmi les vieux. Enfin, le risque de mortalité individuel varie peu avec la taille du ménage, mais cela entraîne que les ménages larges ont aussi plus de chance d'être touchés par le SIDA que les ménages de taille réduite. La modélisation micro-économétrique du risque d'infection permet de construire des tables de mortalité due au SIDA dépendant des variables socio-économiques disponibles dans les enquêtes (niveau d'instruction, lieu de résidence, statut matrimonial, etc.) et respectant les projections de l'ONU par sexe et par âge.

Ensuite, un modèle de micro-simulation démographique a été construit pour effectuer des projections de la population et de la distribution du revenu en Côte d'Ivoire sur une période de quinze ans courant de 1993 à 2007. Ce modèle de micro-simulation dynamique formalise économétriquement les principaux comportements démographiques : mariage, fécondité, formation des ménages, migration, mortalité, les comportements d'offre de travail et la formation du revenu des individus et des ménages. Les estimations économétriques et le calage du modèle reposent sur un ensemble étendu de données statistiques (1). Le modèle part de l'enquête représentative et de bonne qualité réalisée en 1992/93 sur les niveaux de vie, et chemine jusqu'en 2007 en reconstituant pour chaque année une image détaillée de la population ivoirienne. L'application d'un modèle d'offre de travail et de revenu permet par ailleurs de reconstituer une distribution du revenu et les principaux indicateurs d'inégalité et de pauvreté monétaire. Trois variantes sont simulées : (i) l'absence de SIDA, (ii) une épidémie uniforme où le risque de mortalité dû au SIDA dépend seulement du sexe et de l'âge des individus, et (iii) une épidémie hétérogène où le risque dépend des variables identifiées précédemment (niveau d'instruction, lieu de résidence, statut matrimonial, taille du ménage), et où on introduit également des effets de grappe (lorsqu'un individu est touché dans un ménage le risque de contamination des autres

individus augmente, par transmission hétérosexuelle et transmission mère-enfant).

Les résultats des simulations révèlent la complexité des interactions entre les processus démographique et de formation du revenu, souvent négligés par les études précédentes. L'épidémie apparaît répartie sur l'ensemble de la distribution du revenu. Principalement à cause des effets d'âge, et secondairement à cause des effets d'hétérogénéité, elle touche un peu plus souvent les moins pauvres des pauvres. De manière surprenante, elle confronte les survivants à des baisses de revenu limitées. En effet, le résultat le plus marquant des simulations est la faible variation du ratio de dépendance, c'est-à-dire du rapport entre les membres actifs et inactifs des ménages. Ce résultat s'explique par deux principaux facteurs : d'une part l'épidémie de SIDA touche un grand nombre de jeunes inactifs (enfants, étudiants, chômeurs urbains), surtout dans les ménages élargis, d'autre part elle entraîne une réduction de la natalité à travers les décès de jeunes femmes fécondes. Les effets de grappe s'ajoutent à ces deux principaux facteurs. L'étude amène donc à remettre en cause l'idée communément exprimée selon laquelle le SIDA, en touchant les individus d'âge actif, entraîne un accroissement du ratio de dépendance. En l'absence des autres effets macro-économiques et micro-économiques considérés par les études précédentes, l'épidémie du SIDA entraînerait une réduction de la taille de l'économie de la Côte d'Ivoire de 8% en quinze ans, mais affecterait peu le revenu moyen par tête, les inégalités de revenu et la pauvreté. Au niveau micro-économique, la prise en compte des baisses d'activité et de productivité dues à la maladie, et des dépenses de santé encourues par les ménages affectés conduirait évidemment à un diagnostic plus pessimiste en matière de pauvreté. Au niveau macro-économique, la prise en compte d'une baisse de l'investissement public et privé et d'une baisse de la demande de travail correspondante conduirait là encore à aggraver le diagnostic. Ces deux aspects feront l'objet de nouvelles simulations et d'un travail de recherche ultérieur.

Denis Cogneau et Michael Grimm

Cogneau D., Grimm M. (2002), *The distribution of AIDS over the population in Africa. Hypothesis building from individual answers to a Demographic and Health Survey with an application to Côte d'Ivoire*, DT DIAL 2002/02.

Cogneau D., Grimm M. (2002), *AIDS and Income Distribution in Africa, A Micro-Simulation Study for Côte d'Ivoire*, mimeo DIAL.

(1) Enquêtes EDS de 1994 et 1998, recensements de population de 1988 et 1998, enquête EIMU de 1993 sur les migrations, enquêtes permanentes sur les niveaux de vie de 1993 et de 1998.

Missions et interventions dans les colloques au 1er semestre 2002

Allemagne

François Roubaud a participé à Munich à un séminaire organisé par la Commission européenne, la GTZ et le Centre de Munich pour la Statistique Economique sur le thème « Measuring democracy and good governance » (20-23 janvier). A Berlin, il a été rapporteur de la table ronde « Methods for assessing good governance and democracy » (27 et 28 mai), dans le cadre du séminaire sur « Assisting Good Governance and Democracy: a learning Process. Reflections on Development in Africa », organisé par le ministère allemand de la coopération, la GTZ et l'IDEA.

Michael Grimm et **Charlotte Guénard** ont dispensé des cours au Centre de Munich pour la Statistique Economique portant sur les mesures de la pauvreté et des inégalités (2 et 3 avril).

Anne-Sophie Robilliard a présenté un papier sur l'impact de la crise financière sur la pauvreté en Indonésie au Centre de Recherche en Développement à Bonn (15 avril).

Belgique

Jean-Pierre Cling, **Mireille Razafindrakoto** et **François Roubaud** ont présenté l'ouvrage collectif « Les nouvelles stratégies internationales de lutte contre la pauvreté » (paru chez Economica sous leur direction) à la Commission européenne à Bruxelles (15 mai).

Flore Gubert et **Anne-Sophie Robilliard** ont participé à la Journée d'étude sur la Sécurité alimentaire organisée par l'Aedes et l'Iram à Bruxelles (4 juin).

Bénin

Constance Torelli a effectué une mission du 28 février au 15 mars dans le cadre du volet « secteur informel » du projet PARSTAT.

Burkina Faso

Michel Grimm a formé pour le compte de la coopération allemande (GTZ) des cadres dans le domaine des micro-simulations et a donné un appui à la construction d'un premier modèle apte à analyser les effets distributifs des réformes fiscales (25 mai-2 juin).

Sandrine Mesplé-Somps a effectué une mission pour le compte de l'ODI dans le cadre d'une étude sur l'utilisation des budgets-programme comme instrument de politique budgétaire de lutte contre la pauvreté (23 juin-5 juillet).

Burundi

Mireille Razafindrakoto a effectué une mission au Burundi du 24 au 27 avril dans le cadre du projet « Parliamentarians in the field » organisé conjointement par le réseau des parlementaires et la Banque mondiale.

Cameroun

Alain Brilleau a effectué deux missions (10-25 janvier et 27 mai-12 juin) pour appuyer la préparation d'une enquête 1-2-3 au niveau national.

Centrafrique

Alain Brilleau a mené une étude de faisabilité de la mise en place d'un observatoire de la lutte contre la pauvreté (3-17 mars).

Chine

Michel Kagan (4-13 juin) et **Constance Torelli** (23 mai-2 juin) se sont rendus en Chine dans le cadre d'un programme de lancement d'enquêtes pilotes 1-2-3.

Côte d'Ivoire

Denis Cogneau, **Michael Grimm** et **Sandrine Mesplé-Somps** ont présenté, à l'ENSEA, du 21 au 27 janvier : le livre « L'économie ivoirienne : un modèle remis en cause » ; l'article « La dynamique de la pauvreté urbaine sur 15 ans » ; une analyse de l'impact microéconomique du Sida. Ils ont en outre dispensé une formation sur l'analyse de la pauvreté et la dynamique des revenus par la méthode des micro-simulations auprès des étudiants.

Espagne

Michael Grimm s'est rendu à Bilbao au colloque de l'European Society for Population Economics (13-15 juin) pour présenter le papier « Socio-economic status, sexual behaviour, and AIDS mortality risks differentials. Theory and application to Côte d'Ivoire. »

Etats-Unis

Jean-Pierre Cling a participé à une conférence organisée par la Banque mondiale et le FMI à Washington sur les PRSPs (Poverty Reduction Strategy Papers) du 14 au 17 janvier.

Michael Grimm s'est rendu à la Banque mondiale à Washington afin de donner des cours sur les techniques de microsimulations (19-24 février).

France

Jean-Pierre Cling, **Mireille Razafindrakoto** et **François Roubaud** ont présenté l'ouvrage collectif « Les nouvelles stratégies internationales de lutte contre la pauvreté » à l'AFD (26 mars), au Ministère des Affaires Etrangères (DGCID) le 22 mai et à la conférence des agences de développement organisée par l'AFD et la Banque mondiale (14 juin) à Paris.

Jean-Pierre Cling est intervenu en tant que discutant au colloque organisé par le MAE, le Centre de développement de l'OCDE et la revue Passages sur « La Fiscalité des investissements directs étrangers dans les PED » (28 janvier). Il est intervenu au séminaire de l'IFRI à Paris sur les Inégalités mondiales pour ouvrir les débats (5 mars) et dans le cadre de deux conférences organisées par l'association Confrontations à Paris le 12 février sur le thème « Commerce, développement et pauvreté » et le 12 avril sur le bilan de la conférence de Monterrey.

Denis Cogneau et **Michael Grimm** ont présenté lors du séminaire du DELTA un papier analysant l'impact du SIDA en Côte d'Ivoire à partir d'un modèle de microsimulations (3 avril).

Flore Gubert a présenté une communication sur le thème « Ceux de Kayes. L'effet des transferts des immigrés sur leurs familles » au séminaire d'Economie du Développement de l'Université de Toulouse I (25 avril).

Denis Cogneau, Charlotte Guénard et Constance Torelli ont présenté un article au cours du séminaire « Accumulation de la richesse, inégalité et croissance dans la longue période » organisé à l'ENS-INRA-Paris-Jourdan (8-9 février).

Mohamed Ali Marouani a réalisé une formation aux techniques de modélisation en équilibre général calculable au Centre International des Hautes Etudes Agronomiques Méditerranéennes à Montpellier (25-28 mars).

Sandrine Mesplé-Somps a dispensé une formation au CERDI à Clermont-Ferrand sur la mesure et l'analyse de la pauvreté, dans le programme « Gestion de la Politique Economique » (14 février).

Gilles Spielvogel a présenté un article sur « Une modélisation des fonctions des villes dans les pays en développement : l'émergence des villes » lors des séminaires en économie géographique du 15 mars au CERDI et du 2 au 4 mai à l'Université de Pau.

Lors des Journées de microéconomie appliquée se déroulant à Rennes et Saint-Malo (6-7 juin), **Charlotte Guénard** et **Sandrine Mesplé-Somps** ont présenté leur article : « What has happened to the urban population in Côte d'Ivoire since the 1980s ? An analysis of monetary poverty and deprivation over 15 years of household data »; **Philippe De Vreyer** et **Sandrine Mesplé-Somps** ont présenté une communication sur le thème : « Consumption growth and spatial poverty traps: a theoretical and econometric analysis of the effect of social services and community infrastructure on living standards in Peru ».

Gabon

Mireille Razafindrakoto a présenté à Libreville l'ouvrage collectif sur « Les nouvelles stratégies internationales de lutte contre la pauvreté » le 7 juin.

Grande-Bretagne

Jean-Pierre Cling, Mireille Razafindrakoto et François Roubaud ont présenté l'ouvrage collectif « Les nouvelles stratégies internationales de lutte contre la pauvreté » à l'ODI à Londres (28 février). Ils se sont rendus à Oxford pour des contacts avec le CSAE (1^{er} mars).

Flore Gubert et **Anne-Sophie Robillard** ont présenté un article à la conférence du CSAE à Oxford intitulée « Understanding poverty and growth in sub-saharan Africa » (18-19 mars).

Indonésie

Anne-Sophie Robillard a animé un atelier de formation à la modélisation en EGC en collaboration avec l'IFPRI dans le cadre d'un projet financé par la Banque mondiale.

Italie

Michel Kagan s'est rendu à Rome du 6 au 8 février afin de présenter les enquêtes 1-2-3 aux représentants des

neuf pays du bassin méditerranéen bénéficiaires du programme MEDSTAT.

Mali

François Roubaud et Constance Torelli ont animé un séminaire organisé par Afristat pour l'analyse des premiers résultats de la phase 1 de l'enquête 1-2-3 dans sept capitales de l'UEOMA (3- 15 juin).

Maroc

Michel Kagan a effectué une mission au Maroc auprès de l'Institut de la Statistique pour appuyer ses travaux d'analyse du secteur informel (20-29 mai).

Mexique

François Roubaud a présenté devant la *Comision nacional de los derechos humanos* un papier sur le thème « Indicators and diagnosis on human rights : The case of Torture in Mexico » (3-5 avril).

Niger

Alain Brilleau a effectué une mission du 20 au 28 juin en collaboration avec un expert d'Afristat dans le cadre du volet « secteur informel » du projet PARSTAT.

Norvège

Jean-Pierre Cling, Mireille Razafindrakoto et François Roubaud ont participé à la conférence ABCDE de la Banque mondiale à Oslo (24-26 juin). **M. Razafindrakoto** y a présenté leur ouvrage collectif sur « Les nouvelles stratégies internationales de lutte contre la pauvreté. » lors d'une table ronde sur les PRSPs présidée par F. Roubaud.

Ouganda

Jean-Pierre Cling a effectué une mission dans le cadre du projet « Parliamentarians in the field » organisé conjointement par le réseau des parlementaires et la Banque mondiale (15-18 avril).

Pérou

Javier Herrera et David Rosas ont participé à une étude commandée par la Banque mondiale et la FAO concernant l'évolution de la pauvreté dans la Sierra (2-30 janvier).

Javier Herrera et François Roubaud ont animé un séminaire organisé par la *Secretaria general de la Comunidad andina* où F. Roubaud a présenté un papier « Medir la gobernalidad, la democracia y los derechos humanos : el aporte de las encuestas de hogares » (du 10 au 12 avril).

Sénégal

Alain Brilleau a participé à Dakar à un atelier, organisé par AFRISTAT et le PNUD, sur la préparation d'un programme d'appui au suivi des DSRP et de la mise en œuvre de la déclaration du Millénaire (9-10 mai).

Togo

Jean-Baptiste Gros s'est rendu au Togo pour le compte de la Banque mondiale afin d'étudier le fonctionnement de la zone franche d'exportation de Lomé (3-14 juin).

Documents de travail diffusés au 1er semestre 2002

L'ensemble des documents sont disponibles sur le site <http://www.dial.prd.fr>

Grimm M. : « *Modéliser les trajectoires démo-économiques des individus et des ménages dans un pays en développement à l'aide d'un modèle de microsimulation dynamique. Application pour la Côte d'Ivoire.* », Mars, **Réf.2002-01.**

La microsimulation constitue un instrument particulièrement utile pour apprécier l'impact distributif des chocs macro-économiques. On développe un modèle dynamique capable de prendre en compte la dimension temporelle des chocs macro-économiques et leurs interactions avec les changements démographiques. Le modèle simule, en utilisant des sources de données très variées, les événements démo-économiques majeurs, tels que la mortalité, la nuptialité en prenant en compte les appariements sélectifs, la formation des ménages, la fécondité, la migration interne et internationale, la scolarisation des enfants, les dépenses et la formation du revenu des ménages. La dynamique du modèle est étudiée en comparant la simulation de référence avec des simulations sous des hypothèses alternatives concernant les comportements démographiques.

Cogneau D., Grimm M. : « *The distribution of AIDS over the population in Africa. Hypothesis building from individual answers to a Demographic and Health Survey with an application to Côte d'Ivoire.* », Mars, **Réf.2002-02.**

L'absence de connaissance des différentiels de risque concernant le SIDA rend très difficile l'analyse de l'impact économique de l'épidémie dans les pays en développement, au niveau macro comme au niveau micro-économique. Dans ce papier, nous estimons des hypothèses que nous pensons raisonnables sur les différentiels de risque de mortalité selon l'âge, le niveau d'éducation et d'autres caractéristiques individuelles à partir de l'Enquête Démographique et de Santé ivoirienne. Ces différentiels sont ensuite calibrés sur les projections démographiques des Nations Unies afin d'obtenir des tables de mortalité désagrégées. Un des principaux résultats de notre modèle est que les individus éduqués ont un risque plus fort de mourir du SIDA parce qu'ils tendent à avoir plus de partenaires sexuels. Cependant, cet effet est partiellement compensé par une utilisation plus fréquente des préservatifs relativement aux individus moins éduqués.

Cogneau D., Guénard C. : « *Les inégalités et la croissance : une relation introuvable.* », Janvier, **Réf.2002-03.**

Ce travail revient sur l'économétrie de la relation entre inégalités et croissance, à l'échelle macro-économique des pays. Il s'intéresse particulièrement aux conséquences des choix de spécification, de la méthode d'estimation et de la sélection de l'échantillon. Il conclut à l'absence d'une relation robuste allant des inégalités de revenu vers la croissance du produit par tête ou vers l'investissement physique et humain. Une relation de

causalité inverse, conforme à la philosophie de la courbe de Kuznets, paraît mieux assise.

En tout état de cause, les stratégies de développement nationales et les configurations structurelles et historiques de chaque société conservent une place très large pour déterminer les évolutions conjointes du revenu et de sa répartition.

Antoine Ph. : « *L'approche biographique et ses possibilités pour l'analyse des systèmes de genre.* », Avril, **Réf.2002-04.**

Ce texte se veut avant tout méthodologique : il s'agit de montrer certaines possibilités offertes par l'analyse des biographies à l'approche du genre. Disposant de données biographiques restituant l'enchaînement des événements matrimoniaux, professionnels et résidentiels dans plusieurs villes africaines, on appréhende les diverses mutations affectant la vie des hommes et des femmes dans une perspective dynamique. La situation et la place faite aux femmes n'obéissent pas, même en Afrique, à un schéma unique. L'entrée dans la vie adulte obéit à des schémas différents pour les hommes et les femmes : alors que la vie professionnelle débute avant la vie matrimoniale pour les hommes, pour les femmes, trois scénarios différents sont proposés par chacune des villes. À *Dakar*, la femme semble davantage confinée à la reproduction. À *Yaoundé*, un schéma différent prédomine : le mariage précède l'activité et la naissance du premier enfant survient plus tard. L'entrée en activité précède la venue d'un enfant. Enfin, un autre cas de figure se présente à *Antananarivo* : c'est l'entrée en activité qui précède les autres événements.

Antoine Ph. : « *L'approche biographique de la nuptialité. Application à l'Afrique.* », Avril, **Réf.2002-05.**

L'approche de la nuptialité à l'aide de méthodes biographiques (questionnaires et méthodes d'analyse) s'avère riche d'enseignements. En effet, grâce à ces méthodes, on peut non seulement retracer l'évolution d'un phénomène, mais aussi tenter d'expliquer cette évolution et d'en dégager les facteurs démographiques, économiques, sociaux voire législatifs. Dans cet article sont décrites les difficultés inhérentes à la perception du cycle de vie matrimoniale, la méthodologie de la collecte et l'analyse des données biographiques.

Le principal acquis des analyses conduites à *Dakar* notamment concerne le rôle majeur de la crise sur le marché de l'emploi sur la formation ou la dissolution des unions. Si le type d'activité exercée en tant que tel n'influe pas sur le rythme du mariage ni sur celui du divorce ou de l'émancipation, les périodes de chômage exercent une influence majeure : ainsi le chômage ralentit fortement l'entrée en union tandis qu'il accélère le divorce.

Antoine Ph. : « *Les complexités de la nuptialité : de la précocité des unions féminines à la polygamie masculine en Afrique.* », Avril, **Réf.2002-06.**

L'évolution des comportements matrimoniaux est révélatrice de profondes mutations de la société. Dans les villes africaines, la transition de la nuptialité en cours est largement due à la scolarisation des jeunes filles mais aussi aux difficultés économiques croissantes conduisant à un affaiblissement du système traditionnel de gestion de la vie sociale. La transition de la nuptialité concerne non seulement l'âge d'entrée en union, mais aussi toute la dynamique matrimoniale, comme l'évolution de l'écart d'âges entre conjoints, les ruptures d'union, etc. Un accent particulier est mis sur l'étude de la complexité de la polygamie, plus répandue en Afrique de l'Ouest que dans les autres régions du continent.

Ces dernières années, un certain nombre de changements se produisent au sein des sociétés africaines. En particulier, l'accentuation des difficultés économiques provoque un retard important de l'âge au premier mariage et les unions se trouvent davantage fragilisées. Ces changements peuvent donc entraîner soit une évolution de la pratique de la polygamie, soit une modification des autres facteurs. Si l'écart d'âges au mariage se réduit, la polygamie ne peut se maintenir qu'à travers un accroissement correspondant du célibat définitif des hommes. Par contre un abandon de la polygamie aurait des implications énormes par rapport au mode d'organisation et de fonctionnement des sociétés concernées ; à commencer par une remise en cause du pouvoir des hommes sur les femmes, des aînés sur les cadets.

Adjamagbo A., Antoine Ph. : « *Le Sénégal face au défi démographique.* », Avril, **Réf.2002-07.**

Le Sénégal a connu au cours des dernières décennies une transition démographique résultat d'importants progrès en matière de recul de la mortalité et d'allongement de l'espérance de vie ainsi que d'une baisse de la fécondité. Cette dernière, amorcée dans les couches sociales éduquées et urbanisées touche désormais les populations moins instruites et s'étend progressivement au milieu rural. Pourtant, la population continue de croître à une vitesse très rapide qui, si elle se maintient, conduirait à un doublement de la population en un quart de siècle. La transition démographique s'est réalisée dans un contexte d'intenses changements économique et social. L'urbanisation croissante, la dégradation des conditions d'emploi, l'ajustement structurel, l'appauvrissement de la population, tous ces phénomènes interagissent avec les événements démographiques pour dresser les contours de la société sénégalaise d'aujourd'hui. Les mesures politiques adoptées depuis la fin des années 1980 pour infléchir la croissance de la population n'ont pas encore pleinement fait leurs preuves. Les effets les plus marquants des politiques sont certainement à venir et pour le gouvernement la question de la prise en charge d'une demande sociale sans cesse grandissante restera encore longtemps d'actualité.

Mesplé-Somps S. : « *Quelques réflexions sur la situation économique et sociale africaine et les politiques économiques préconisées par le NEPAD* », Avril, **Réf.2002-08.**

Le NEPAD est une initiative de cinq chefs d'Etat africains (Afrique du Sud, Nigeria, Egypte, Algérie, Sénégal). Elle vise à définir les voies et moyens du développement de l'Afrique. Cette note s'attache en premier lieu à dresser un rapide diagnostic de la situation économique du continent africain. Sont successivement évoqués les mauvais choix de politiques économiques adoptés durant les années 70 et 80, l'insuffisance d'accumulation en capital physique et humain, la productivité médiocre des facteurs de production ainsi qu'une mauvaise spécialisation aux échanges. En outre, le mode de fonctionnement des marchés, le rôle proposé aux structures étatiques et la crise sociale et distributive résultant notamment de la logique des programmes d'ajustement structurel sont questionnés. En second lieu, ce document tente d'évaluer la pertinence de quelques politiques économiques préconisées par le NEPAD, à la lumière des éléments de la première section. Nos observations portent sur trois points, à savoir i) la pertinence de la dimension régionale des politiques économiques préconisées et les questions que cela peut soulever en matière de responsabilité et d'assise des Etats africains ii) la question du financement de l'initiative et enfin, iii) la place trop limitée accordée aux politiques sociales et de lutte contre la pauvreté.

Cling J-P., Razafindrakoto M., Roubaud F. : « *La Banque mondiale et la lutte contre la pauvreté : tout changer pour que tout reste pareil ?* », Mai, **Réf.2002-09.**

La Banque mondiale et le Fonds monétaire international ont lancé fin 1999 une initiative conjointe qui place la lutte contre la pauvreté au cœur des politiques de développement. Depuis cette date, les pays en développement qui souhaitent bénéficier d'une aide financière à taux concessionnels de la part de ces organisations ou d'un allègement de leur dette dans le cadre de l'initiative PPTE (Pays Pauvres Très Endettés) « renforcée » doivent préparer un programme de lutte contre la pauvreté (en français DSRP, ou Document Stratégique de Réduction de la Pauvreté). La quasi-totalité des pays à bas revenus suivent aujourd'hui cette nouvelle approche, tandis que l'ensemble de la communauté internationale s'est rapidement aligné sur ces orientations. Sans négliger les nombreuses difficultés et contradictions auxquelles elles sont confrontées, notre analyse souligne les apports de ces nouvelles stratégies : changement d'objectif des politiques (au moins en principe), dans la mesure où la lutte contre la pauvreté –et non plus l'ajustement structurel – est placée au premier plan ; renforcement potentiel de la démocratie à travers la mise en place de processus participatifs de définition des politiques ; accroissement de la cohérence entre les donateurs.